

Doc. **XII-quater**
N. **4**

CAMERA DEI DEPUTATI

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 439

Una cooperazione NATO-UE più stretta

Trasmessa il 29 gennaio 2018

NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY

RESOLUTION n. 439

Closer NATO-EU cooperation^(*)

THE ASSEMBLY,

1. *Aware* of the growing challenges to Euro-Atlantic security, particularly emanating from the east and south, but also due to the spread of terrorism and hybrid tactics destabilising domestic security throughout the Alliance;

2. *Believing* that NATO remains the cornerstone of security in Europe, but *understanding* that stronger European security is both necessary and complementary to NATO's interests and goals;

3. *Understanding* that EU efforts – to bolster attention to member states' security institutions, transnational security cooperation and the European defence industrial base – overlap with NATO's focus on burden sharing;

4. *Confident* the environment is ripe for more structured, mutually beneficial, and capable cooperation between NATO and the EU, while at the same time recognising the essential role played by non-EU members within the transatlantic Alliance;

5. *Encouraged* by recent efforts by both the Alliance and the European Union to move their cooperation agenda forward, particularly since the signing of the Joint Declaration by both organisations at the 2016 Warsaw Summit;

6. *Agreeing* with the Joint Declaration's delineation of seven areas on which to focus for stronger cooperation, including hybrid threats, maritime operations, defence industry and research, cyber security, exercises and capacity building;

7. *Noting* NATO and EU officials also identified a common set of 42 proposals aimed to ensure that both organisations have a shared view of current and future security threats, operate with supplementary strategies and work towards unifying their responses to common security challenges;

8. *Confident* the momentum for building a capable partnership already exists in the areas of joint capability development, counterterrorism, cyber security, and also of mitigating the disruptive effects of hybrid tactics;

9. *Encouraged* by existing cooperation between NATO and the EU in operational areas, as currently exemplified by NATO's Operation *Sea Guardian* and the EU's Operation *Sophia* in the Mediterranean;

(*) Presented by the Defence and Security Committee and adopted by the Plenary Assembly on Monday 9 October 2017, Bucharest, Romania.

10. *Commending* recently announced initiatives, such as the European Defence Fund, the EU's Permanent Structured Cooperation and the joint NATO-EU Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats as well as other centres of excellence and fusion cells addressing the challenges of terrorism and cyber security; and,

11. *Conscious* of the persistent hurdles to closer NATO-EU cooperation, particularly diplomatic differences between NATO and EU member states such as that between Greece and Turkey over the future status of Cyprus, but *still confident* such hurdles can be surmounted in light of broader mutual interests in today's challenging international security environment;

12. URGES the member governments and parliaments of NATO and the European Union:

a. to encourage current efforts to align NATO and EU security priorities in the areas of joint capability development, as well as cooperative efforts in counter-terrorism, cyber security and hybrid awareness and defence;

b. to push forward diplomatic efforts to overcome existing obstacles to enhanced NATO-EU cooperation;

c. to find ways to encourage increased transatlantic defence industrial coope-

ration, expanding the breadth and depth of the economic opportunities offered by joint capability development;

d. to support joint NATO-EU exercising initiatives such as Parallel and Coordinated Exercises; and,

e. to support the Government of National Unity in Libya and foster all efforts of dialogue to facilitate the stabilisation and unification of the country;

13. URGES the member governments and parliaments of the European Union:

a. to fully fund the European Defence Fund, thereby allowing it to achieve its goals of enhancing inter-European capability development;

b. to support the Permanent Structured Cooperation initiative allowing for expanded exercising opportunities among EU member states' forces, thereby allowing for a common set of forces with advanced readiness;

c. to become contributors to the new momentum to strengthen the EU's Common Security and Defence Policy; and,

d. to continue to support initiatives to invest in and enhance their own domestic security institutions as a means of continuously strengthening their abilities to be strong contributors to both European and transatlantic security.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

RESOLUTION n. 439

Une coopération OTAN-UE plus étroite (*)

L'ASSEMBLÉE,

1. *Consciente* des défis croissants pesant sur la sécurité euro-atlantique de l'Alliance, provenant en particulier de l'est et du sud, mais également dus à la propagation du terrorisme et de tactiques hybrides qui déstabilisent la sécurité intérieure de l'Alliance tout entière;

2. *Convaincue* que l'OTAN reste la pierre angulaire de la sécurité en Europe, mais *comprenant* qu'une sécurité européenne plus forte est à la fois nécessaire et complémentaire aux intérêts et objectifs de l'OTAN;

3. *Constatant* que les efforts menés par l'UE – pour que l'accent soit davantage mis sur les institutions de sécurité des États membres, sur la coopération transnationale en matière de sécurité ainsi que sur la base industrielle de défense européenne – rejoignent les préoccupations de l'OTAN relatives au partage des charges;

4. *Convaincue* que l'environnement est propice à une coopération plus structurée, mutuellement profitable et performante entre l'OTAN et l'UE, tout en reconnaissant le rôle décisif joué par les pays de l'Alliance non membres de l'UE;

5. *Encouragée* par les efforts déployés récemment tant par l'Alliance que par l'Union européenne pour faire progresser leur programme de coopération, en particulier depuis la signature de la Déclaration conjointe par les deux organisations lors du sommet de Varsovie en 2016;

6. *Approuvant* sur les sept domaines agréés dans la Déclaration conjointe, pour lesquels la coopération devrait être consolidée – à savoir les menaces hybrides, les opérations maritimes, l'industrie de défense et la recherche, la cybersécurité, les exercices et le renforcement des capacités;

7. *Relevant* que les responsables de l'OTAN et de l'UE ont par ailleurs identifié 42 propositions communes destinées à faire en sorte que les deux organisations partagent une vision commune des menaces sécuritaires actuelles et futures, mettent en œuvre d'autres stratégies et s'emploient à opposer des réponses concertées aux défis sécuritaires communs;

8. *Convaincue* que la dynamique nécessaire à l'établissement d'un partenariat performant existe d'ores et déjà dans les domaines du développement capacitaire conjoint, de la lutte contre le terrorisme, de la cybersécurité et aussi en matière d'atténuation des effets déstabilisateurs des tactiques hybrides;

9. *Encouragée* par la coopération existante entre l'OTAN et l'UE dans certaines

(*) Présentée par la commission de la défense et de la sécurité et adoptée par l'Assemblée plénière le 9 octobre 2017, Bucarest, Roumanie.

zones d'opérations, comme, par exemple actuellement, entre l'opération Sea Guardian de l'OTAN et l'opération Sophia de l'UE en Méditerranée;

10. *Se félicitant* de diverses initiatives annoncées récemment telles que le Fonds européen de défense, la coopération structurée permanente de l'UE, le Centre d'excellence conjoint OTAN-UE de lutte contre les menaces hybrides, ainsi que d'autres centres d'excellence et cellules de fusion œuvrant sur les défis posés par le terrorisme et la cybersécurité; et,

11. *Consciente* des obstacles persistants sur la voie d'une coopération OTAN-UE plus étroite, et en particulier des divergences diplomatiques entre certains États membres de l'OTAN et de l'UE — telles qu'entre la Grèce et la Turquie sur la question du statut futur de Chypre —, mais convaincue toutefois que ces mêmes obstacles pourront être surmontés au nom d'intérêts mutuels plus vastes dans l'environnement sécuritaire international difficile d'aujourd'hui;

12. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'OTAN et de l'Union européenne:

a. à encourager les tentatives menées actuellement pour aligner les priorités de sécurité de l'OTAN et de l'UE dans les domaines du développement capacitaire conjoint, de même que les efforts concertés en matière de lutte contre le terrorisme, de cybersécurité, de sensibilisation aux menaces hybrides et de lutte contre ces dernières;

b. à intensifier leurs efforts diplomatiques pour surmonter les obstacles se dressant actuellement sur la voie d'un renforcement de la coopération OTAN-UE;

c. à trouver les moyens d'encourager une coopération transatlantique accrue en matière d'industrie de défense, en élargissant et en approfondissant les opportunités économiques offertes par un développement capacitaire conjoint; et,

d. à soutenir les initiatives conjointes OTAN-UE en matière d'exercices, comme les exercices parallèles et coordonnés;

e. à appuyer le gouvernement libyen d'unité nationale et à encourager tous les efforts de dialogue propres à faciliter la stabilisation et l'unification du pays;

13. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Union européenne:

a. à financer entièrement le Fonds européen de défense, afin qu'il puisse parvenir à ses objectifs en matière de renforcement du développement capacitaire intereuropéen;

b. à soutenir l'initiative de coopération structurée permanente, de manière à élargir les possibilités d'exercices s'offrant aux forces des États membres de l'UE, et à pouvoir disposer ainsi d'un ensemble commun de forces en état de préparation avancé;

c. à contribuer à la nouvelle dynamique destinée à renforcer la politique de sécurité et de défense commune de l'UE; et,

d. à continuer à soutenir les initiatives de financement et d'amélioration de leurs propres institutions de sécurité intérieure et ainsi, à constamment renforcer leur capacité d'apporter une contribution solide tant à la sécurité européenne qu'à la sécurité transatlantique.

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

RISOLUZIONE n. 439

Una cooperazione NATO-UE più stretta ^(*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Consapevole* delle crescenti sfide alla sicurezza euro-atlantica, provenienti in particolare da est e da sud, ma dovute anche alla diffusione del terrorismo e delle tattiche ibride che destabilizzano la sicurezza interna in tutta l'Alleanza;

2. *Convinta* che la NATO rimane la pietra angolare della sicurezza in Europa ma *comprendendo* che una maggiore sicurezza europea è necessaria e complementare agli interessi e agli obiettivi della NATO;

3. *Constatando* che gli sforzi dell'UE – volti a rafforzare l'attenzione da riservare alle istituzioni di sicurezza degli Stati membri, alla cooperazione transnazionale in materia di sicurezza nonché alla base industriale di difesa europea – coincidono con l'attenzione della NATO rispetto alla condivisione degli oneri;

4. *Confidando* nel fatto che il contesto sia maturo per una cooperazione più strutturata, reciprocamente vantaggiosa e valida tra la NATO e l'UE, riconoscendo al contempo il ruolo essenziale svolto dai membri non-UE all'interno dell'Alleanza transatlantica;

5. *Incoraggiata* dai recenti sforzi compiuti sia dall'Alleanza sia dall'Unione europea per fare progredire i loro programmi di cooperazione, in particolare dopo la Dichiarazione congiunta sottoscritta da entrambe le organizzazioni al Vertice di Varsavia del 2016;

6. *Concordando* con i sette ambiti delineati nella Dichiarazione congiunta, su cui concentrarsi per rafforzare la cooperazione, cioè: le minacce ibride, le operazioni marittime, l'industria della difesa e la ricerca, la sicurezza informatica, le esercitazioni e lo sviluppo delle capacità;

7. *Osservando* che i responsabili della NATO e dell'UE hanno inoltre individuato una serie di 42 proposte comuni volte a garantire che entrambe le organizzazioni abbiano una visione condivisa delle minacce alla sicurezza presenti e future, mettano in atto strategie supplementari e operino al fine di uniformare le loro risposte alle sfide comuni alla sicurezza;

8. *Convinta* che esista già la spinta necessaria per costruire un valido partenariato al fine di sviluppare capacità congiunte, di contrastare il terrorismo, di tutelare la sicurezza informatica, nonché di agire per mitigare gli effetti dirompenti delle tattiche ibride;

9. *Incoraggiata* dalla cooperazione esistente tra la NATO e l'UE in settori

(*) Presentata dalla Commissione Difesa e Sicurezza e adottata dall'Assemblea Plenaria lunedì 9 ottobre 2017 a Bucarest, in Romania.

operativi, come, per esempio, l'operazione Sea Guardian della NATO e l'operazione Sophia dell'Unione Europea nel Mediterraneo;

10. *Lodando* le iniziative recentemente annunciate, quali il Fondo europeo per la difesa, la cooperazione strutturata permanente dell'UE e il Centro di eccellenza congiunto NATO-UE per contrastare le minacce ibride, nonché altri centri di eccellenza e cellule di fusione volte ad affrontare le sfide del terrorismo e della sicurezza informatica; e,

11. *Consapevole* dei persistenti ostacoli sulla via di una più stretta cooperazione tra la NATO e l'UE, con particolare riferimento alle divergenze diplomatiche tra Stati membri della NATO e Stati membri dell'UE, come quella tra la Grecia e la Turchia in merito al futuro status di Cipro; ciononostante fiduciosa che tali ostacoli possano essere superati alla luce di più ampi interessi reciproci nell'attuale difficile contesto internazionale di sicurezza.

12. ESORTA i governi e i parlamenti degli Stati membri della NATO e dell'Unione Europea:

a) a incoraggiare gli sforzi attualmente in corso per allineare le priorità di sicurezza della NATO e dell'UE in materia di sviluppo di capacità congiunte, nonché gli sforzi cooperativi nella lotta al terrorismo, nella sicurezza informatica, nella sensibilizzazione in merito alle minacce ibride e al loro contrasto;

b) a intensificare gli sforzi diplomatici per superare gli ostacoli esistenti al raggiungimento di una maggiore cooperazione NATO-UE;

c) a trovare modi per incoraggiare una più intensa cooperazione transatlantica nel campo dell'industria di difesa, ampliando la portata e lo spessore delle opportunità economiche offerte dallo sviluppo di capacità congiunte;

d) a sostenere le iniziative congiunte NATO-UE in materia di esercitazioni, quali le Esercitazioni Parallele e Coordinate; e

e) a sostenere il Governo di Unità Nazionale in Libia e promuovere tutte le iniziative di dialogo per facilitare la stabilizzazione e l'unificazione del Paese;

13. ESORTA i governi e i parlamenti degli Stati membri dell'Unione europea:

a) a finanziare integralmente il Fondo Europeo per la Difesa, consentendo così il raggiungimento dei suoi obiettivi in materia di rafforzamento dello sviluppo delle capacità inter-europee;

b) a sostenere l'Iniziativa di Cooperazione Strutturata Permanente per permettere un ampliamento delle opportunità di esercitazioni tra le forze degli Stati membri dell'UE, al fine di disporre in tal modo di un insieme comune di forze ad alta prontezza;

c) a contribuire al nuovo impulso teso a rafforzare la politica di sicurezza e di difesa comune dell'UE; e,

d) a continuare a sostenere iniziative per finanziare e migliorare le rispettive istituzioni di sicurezza interna al fine di poter consolidare costantemente le proprie capacità di apportare un forte contributo alla sicurezza sia europea sia transatlantica.



180124023070